

Que peut-on espérer du prochain président de la République ?

Samuel Pierre

Dans un éditorial du quotidien *Le National* intitulé « Chasser les vendeurs du temple », l'écrivain Gary Victor a écrit ce qui suit :

Nous ne pouvons pas être dans cet état misérable, si misérable que notre voisin dominicain se moque de nous, pour que le peuple haïtien continue à accepter que ses maigres ressources soient dilapidées par une clique d'individus qui ont toujours considéré la caisse publique comme leur bien personnel. Une clique constamment renouvelable, sans aucune attache avec cette terre, qui manifeste toujours son mépris pour la population et qui ne fait année après année que reproduire des pratiques, proposer des solutions qui prouvent comment notre système scolaire a produit, n'ayons pas peur des mots, des crétiens dangereux, c'est-à-dire des individus ayant été capables par la mémorisation de se faire passer pour intelligents, mais incapables de la moindre réflexion, du moindre processus logique, donc inaptes à s'attaquer aux problèmes réels. Quand tout cela se greffe sur notre conception médiévale du pouvoir et le mépris du pays, on comprend ce que cela donne comme cocktails destructeurs pour une nation¹.

L'ÉTHIQUE DANS LA GOUVERNANCE DU PAYS

Nous pouvons souligner dans cette citation plusieurs constats qui révèlent pour le moins l'état de délabrement moral du système de gouvernance du pays, à un moment où une pléthore de candidats à la présidence mène une campagne active pour prendre en main les destinées de la nation. En effet, il est question de dilapidation des fonds publics « par une clique

d'individus [...] constamment renouvelable, sans aucune attache avec cette terre² ». C'est là l'expression d'un premier problème de fond qui est l'éthique dans la gouvernance du pays, la corruption érigée en système et en fait de culture. Le corollaire en est que l'opinion publique ne paraît pas trop s'offusquer de la chose et semble bien s'accommoder de telles pratiques comme d'un fait accompli n'entraînant aucune sanction pénale ni sociale. On dirait qu'il existe un consensus tacite entre les dirigeants et les aspirants au pouvoir pour ne pas colmater le seau percé. D'aucuns ambitionnent probablement d'utiliser à leur tour le même seau, dont le principal attrait demeure justement les trous qui permettent d'arroser le clan et la clique.

Peut-on espérer que le candidat qui deviendra président de la République affiche une volonté ferme et exemplaire de mettre fin à cette pratique de dilapidation qui ne fait qu'accroître les difficultés de vie dans toutes les couches saines de la société haïtienne ?

L'ATTACHE AU PAYS

Deuxième problème de fond : selon l'éditorialiste, cette clique est sans attache avec cette terre d'Haïti. Dans un pays caractérisé par un nationalisme à la fois superficiel et démagogique, où les fils et les filles d'Haïti qui vivent à l'étranger sont souvent ostracisés, il est à se demander si le fait de vivre dans un pays suffit pour qu'il y ait attache avec celui-ci. En effet, il y a plusieurs façons d'aimer son pays. Y vivre en est une, si et seulement si c'est pour travailler à son progrès. Nous avons vu beaucoup de dirigeants, à tous les niveaux de la hiérarchie politique, afficher leur nationalisme ou leur attache au pays, mais

1. *Le National*, n° 310, mercredi 24 août 2016, page 2, <http://www.lenational.org/chasser-vendeurs-temple/>

2. *Ibid.*

en réalité pour s'enrichir personnellement et vider les lieux par la suite afin de jouir des fonds publics dilapidés.

Peut-on espérer que le candidat qui deviendra président de la République fasse preuve d'un nationalisme moins cosmétique, plus profond, en cultivant une attache plus sincère à cette terre d'Haïti, en défendant avec intelligence et conviction les intérêts du pays et l'intérêt général, dans l'arbitrage des inévitables conflits entre les groupes d'intérêts nationaux et internationaux ?

LE MÉPRIS DE LA POPULATION

Toujours selon l'éditorialiste, il s'agit d'une clique « *qui manifeste toujours son mépris pour la population*³ ». Le mépris dont il est question ici constitue la caractéristique principale de la relation qui existe entre les dirigeants politiques et les gouvernés. En Haïti, les premiers ont du mal à comprendre qu'ils sont au service des seconds, auprès de qui ils puisent leur légitimité. À moins de ne pas croire véritablement en la démocratie, on ne peut pas devenir président, sénateur, député ou maire sans être élu par la population comme son représentant, avec comme mandat d'améliorer ses conditions de vie.

Peut-on espérer que le candidat qui deviendra président de la République comprenne que son mandat, une fois élu, ne consiste pas à mépriser le peuple, mais à travailler à l'amélioration de ses conditions de vie ?

LE SYSTÈME ÉDUCATIF REMIS EN QUESTION JUSQU'À SON SOMMET

*Reproduire des pratiques, proposer des solutions qui prouvent comment notre système scolaire a produit [...] des crétiens dangereux, c'est-à-dire des individus ayant été capables par la mémorisation de se faire passer pour intelligents, mais incapables de la moindre réflexion, du moindre processus logique, donc inaptes à s'attaquer aux problèmes réels*⁴.

On retrouve dans cette phrase une charge en règle contre le système éducatif et, en filigrane, une critique acerbe de nos universités en tant que sommet de la pyramide de ce système. Celles-ci ne prépareraient pas véritablement nos professionnels à faire face aux problèmes cruciaux du pays. À l'heure où le réseau des universités publiques en région célèbre ses 10 ans d'existence, au moment où la plus grande université publique du pays – l'Université d'État d'Haïti – traverse une crise existentielle qui a trop duré, il y a lieu que cette institution phare que devrait être l'université pour l'ensemble du pays joue pleinement

3. *Ibid.*

4. *Ibid.*

son rôle. Il y a lieu que l'université participe activement à la formation de professionnels capables de réfléchir, d'analyser, de formuler des problèmes, pour ensuite sortir des sentiers battus et innover pour proposer des solutions faisables aux problèmes réels du pays.

Il existe une corrélation quasi parfaite entre la qualité des universités d'un pays et son niveau de développement. Quand l'offre universitaire d'un pays est chétive, la qualité du système éducatif dans son ensemble laisse à désirer et la capacité d'apporter des solutions adéquates aux problèmes sociétaux demeure pour le moins compromise. Mais, dans aucun pays du monde, l'université ne devrait évoluer dans un vacuum, coupée du reste de la société. Elle est tributaire d'un système sociopolitique qui lui donne une légitimité et une mission, tout en lui fournissant, en tout ou en partie, les moyens de réaliser cette mission. Une mission à réaliser non pour elle-même et pour se reproduire, mais pour guider la société dans sa quête de progrès social, économique, scientifique et technologique.

Peut-on espérer que le prochain président de la République comprenne l'importance de l'université, de la connaissance et du mérite dans la construction d'une nation prospère ?

Peut-on espérer que le prochain président de la République comprenne les liens étroits qui existent entre la valorisation du savoir, la création de richesse, la création d'emplois, la réduction de la pauvreté, le maintien de la paix sociale et la stabilité politique ?

Peut-on espérer du prochain président de la République qu'il fasse preuve de la véritable intelligence, qui est celle de bien comprendre les problèmes fondamentaux du pays pour chercher à les résoudre par la mobilisation des forces vives du pays ?

Peut-on espérer du prochain président de la République qu'il ne considère pas l'exercice du pouvoir comme un droit sans limites de jouir de tous les privilèges dus à son rang ?

Peut-on espérer du prochain président de la République qu'il se considère comme le premier responsable du présent et de l'avenir du pays et qu'à ce titre, il ne transfère pas la responsabilité des échecs et des dysfonctionnements de l'État à des personnes qui sont à ses ordres ?

Peut-on espérer du prochain président de la République qu'il soit fier de ses réalisations pour le pays après ses cinq années de présidence, et que le pays lui en soit reconnaissant ?

Peut-on espérer du prochain président de la République qu'il prenne les moyens adéquats pour passer le flambeau à un autre président élu à la fin constitutionnelle de son mandat ?

Bonne chance, messieurs et mesdames les candidats à la présidence! ■